



Cambodge: pressions de plus en plus fortes en faveur du respect des droits du travail

Geplaatst op woensdag 22 januari 2014 | 

 SHARE

La pression sur le gouvernement du Cambodge pour qu'il respecte les droits des travailleuses et des travailleurs monte. La CSI, les fédérations syndicales internationales UNI et IndustriALL, de même que 30 grandes entreprises de la vente au détail et de l'habillement ont exigé du premier ministre cambodgien, Hun Sen, qu'il lance une enquête sur les incidents survenus les 2 et 3 janvier derniers, tuant et blessant des travailleurs en grève, qu'il respecte les droits fondamentaux de la main-d'œuvre, dont la liberté syndicale, et qu'il mette en place un processus approprié de fixation du salaire minimal.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, a déclaré qu'avec de "grandes marques, comme Adidas et Walmart, qui appuient les requêtes des syndicats, le gouvernement cambodgien doit pallier ce système défectueux qui n'a laissé d'autres choix aux travailleuses et aux travailleurs que de faire grève."

"Dans le cas contraire, les salaires de misère continueront de faire souffrir la main-d'œuvre et l'industrie d'exportation du pays, pourtant lucrative, en paiera les conséquences. Les autorités doivent relâcher les travailleurs arrêtés plus tôt dans le mois", a-t-elle ajouté.

Le 19 janvier, lors d'un rassemblement pour exiger une augmentation du salaire minimum et la libération des 23 personnes détenues, Sokchhun Oeung, vice-président de l'Independent Democracy of Informal Economy Association (IDEA), a été arrêté pour être relâché plus tard.

La lettre commune des instances syndicales internationales et des sociétés multinationales exige du gouvernement:

- qu'il veille à ce que les membres des forces de l'ordre qui ont usé de violence excessive répondent entièrement de leurs actes;
- qu'il respecte les droits des personnes détenues;
- qu'il veille au respect de la liberté syndicale et interrompe les poursuites judiciaires intentées contre les personnes ayant participé à la grève;
- qu'il mette en place un cadre juridique conforme aux conventions de l'OIT nos 87 et 98; et
- qu'il respecte ses engagements préalables d'établir un processus de fixation du salaire minimum.

"L'industrie du vêtement cambodgienne génère plus de 5 milliards de dollars US par an. Il est temps que les travailleuses et les travailleurs à l'origine de cette richesse en obtiennent une part équitable et que les autorités assument leur responsabilité de protéger les droits de la main-d'œuvre et mettent en place un véritable système de relations du travail. Il faut aussi que le groupe employeur local, GMAC, modifie son attitude résolument négative à l'égard des requêtes légitimes des travailleurs et de leurs syndicats", a déclaré Sharan Burrow.

Pour lire la déclaration commune d'IndustriALL et d'UNI: <http://www.industriall-union.org/global-unions-and-30-major-brands-call-on-cambodian-government-to-investigate-deadly-violence>

Pour lire la lettre des marques mondiales et des fédérations syndicales internationales: <http://www.ituc-csi.org/joint-letter-from-global-brands>

CSI - 21 janvier 2014

La CSI représente 176 millions de travailleuses et de travailleurs au travers de 325 organisations nationales affiliées dans 161 pays et territoires.

Retrouvez-nous sur le web: <http://www.ituc-csi.org> et <http://www.youtube.com/ITUCCSI>